

Liberté de la presse : « Ce n'est pas parce qu'on vit dans un pays démocratique que ces valeurs sont acquises »

par Roxanne D'Arco



Darline Cothière, directrice de la maison des journalistes, à Paris, en avril 2017. Crédit photo : Roxanne D'Arco

A l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse, Respect mag a rencontré Darline Cothière, directrice de la maison des journalistes depuis 2011, à Paris. Au menu

: missions de cette maison unique au monde, le journalisme dans le monde et les failles en France.

Bonjour Darline Cothière ! Pourriez-vous nous expliquer un peu ce qu'est la maison des journalistes ?

C'est une structure associative qui accueille et accompagne des journalistes exilés politiques, donc des demandeurs d'asile ou réfugiés, qui viennent de différents pays. Ce sont des personnes qui ont été menacées dans la pratique de leur profession dans leur pays, parce qu'elles avaient traitées de sujets sensibles, que leur travail n'avait pas plu au régime en place. Sur la base de leurs publications et de leurs engagements, certains ont fait de la prison, ont été pourchassés, d'autres torturés. Pour eux, l'exil est un dernier recours.

La maison des journalistes est comme une piste d'atterrissage pour ces journalistes qui arrivent en France. Ce sont souvent des personnes qui n'avaient pas planifié leur départ de leur pays. Des fois, ils prennent la décision de sortir du pays dans la journée. Par contre, on n'intervient pas dans les pays d'origine mais d'autres organisations le font, comme Reporters sans frontières, Freedom House ou le comité de protection des journalistes.

Concrètement quelles sont vos actions ?

Nous avons un volet social. Les personnes doivent avoir un toit, de l'aide pour les démarches administratives. Il faut qu'elles continuent aussi, autant qu'elles peuvent, à exercer leur métier. C'est pour ça que nous avons un journal en ligne, qui s'appelle l'Oeil de l'exilé.

Vu qu'il y a la barrière de la langue, on travaille avec des traducteurs pour le journal, qui a été reconnu par le ministère de la Culture comme un vrai média en ligne. Les articles passent donc par un comité de rédaction et sont publiés par la maison des journalistes. On a aussi une blogosphère, ceux qui le souhaitent peuvent publier aussi directement sur le blog dans leur langue maternelle.

C'est aussi des activités pédagogiques. Nous allons partout dans les salles de classe, dans les lycées en France où nous faisons des ateliers de sensibilisation au respect de liberté de la presse et de l'expression. Ça commence par un témoignage sur le parcours d'exil... Comment fonctionne la presse dans mon pays, pourquoi je suis partie... C'est tout un travail qui manque généralement dans l'éducation aux médias en France.

Ce n'est pas seulement comment on fait un journal, écrire un article ... Il manque souvent la dimension humaine, surtout dans un contexte où énormément d'informations circulent, notamment les fake news, via les réseaux sociaux. Et c'est d'autant plus important d'avoir ce témoignage. Notamment lorsque leurs jeunes voient des reportages sur le Yémen ou la Syrie.



L'entrée de la maison des journalistes, à Paris, en avril 2017. Crédit photo : Roxanne D'Arco
Pourquoi ce travail envers le jeune public ?

Depuis les attentats de Charlie Hebdo, mais pas seulement, nous avons décidé de multiplier ce travail mais aussi diversifier les publics, notamment auprès de jeunes placés sous protection judiciaire. Notre public privilégié est vraiment les jeunes.

On a une quarantaine de rencontres tous les ans. Ce n'est pas uniquement un témoignage, il y a vraiment l'aspect pédagogique qui est travaillé en amont avec les enseignements. Les enseignants nous expliquent souvent qu'ils sont assez déconcertés lorsqu'ils abordent certains sujets avec les élèves, quand arrivent les questions « Je suis Charlie », les adeptes des théories du complot... On essaie d'apporter un autre « savoir-faire ».

Par exemple, on a accueilli des journalistes qui ont été pourchassés par Daech ou deux camps à la fois, par exemple. Les jeunes ont une idée de ce que c'est, mais le fait que la personne puisse en témoigner, c'est justement pour dire que les valeurs fondamentales importent et pas seulement la politique ou autre. On arrive à éveiller nos consciences.

Quelle est votre regard sur la question de la liberté de la presse en France, sachant qu'elle est à la 45ème position dans le classement annuel de Reporters sans frontières ?

C'est vrai que la France n'est pas dans une position idéale sur la presse. Il faut rester vigilant. Ce n'est pas parce qu'on vit dans un pays démocratique que ces valeurs sont acquises. Quand on demande à des journalistes de révéler leurs sources, c'est une atteinte à la liberté de la

presse. Il y a d'autres formes de pression... Mais au moins, il y a des institutions et des recours qui existent, pour éviter cette dérive.



Plaque à la maison des journalistes, à Paris, en hommage à la journaliste russe Anna Politkovskaya. Crédit photo : Roxanne D'Arco

Comment se place la maison des journalistes dans le monde ?

On est une structure unique au monde jusqu'ici. Elle représente la situation de la presse dans le monde. Plein de nationalités sont représentées, et ils arrivent en fonction de l'actualité. Avec la crise syrienne, on a eu évidemment beaucoup de Syriens. Nous avons reçu des Afghans, des Soudanais, des Burundais, des Rwandais, des Centre-Africains, des Yéménites...

Pour certains pays, les journalistes n'arrivent pas à sortir aussi. Par exemple, nous n'avons quasiment pas eu de Chinois ici, et on connaît la situation dans ce pays « démocratique ». C'est révélateur de l'état du monde.

Quel est votre sentiment par rapport à la liberté de la presse dans le monde ?

J'ai l'impression que ça se dégrade un peu. Il faut voir ce qui se fait dans d'autres grands pays. Quand un président américain, pour ne pas le nommer, accuse constamment les journalistes de mentir, s'en prend à eux... C'est une forme de répression « douce » qui

commence à s'installer dans ces pays à tradition démocratique. Même en France, lorsqu'on voit la façon dont des candidats à l'élection présidentielle, comme François Fillon ou Marine Le Pen (l'interview a été faite avant le premier tour, nldr), traitent les journalistes. On peut dire que c'est anecdotique, mais c'est quand même choquant. Les journalistes, partout, peuvent s'enfermer dans une forme d'autocensure. Il faut une vigilance, et la société civile doit aussi la défendre. L'indépendance de la presse est également compliquée, comme on l'a vu avec le journaliste qui a travaillé sur la Crédit Mutuel et la non-diffusion de son sujet sur Canal+.

Pour aller plus loin, rendez-vous à la conférence « Journalistes : le quatrième pouvoir en danger ? », le mardi 23 mai 2017, de 19h15 à 20h45, à l'auditorium Crédit Coopératif (Nanterre). Pour plus d'informations, cliquez [ici](#).